



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et  
de l'appui territorial**

Bureau de l'environnement et du développement durable

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL** portant mise en demeure la SAS SOFOVAR  
de respecter les prescriptions réglementaires applicables à ses installations,  
situées, 85 avenue Louis Lépine, ZI du Capitou à Fréjus

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L171-6, L171-8, L171-11, L172-1, L511-1, L514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Philippe MAHÉ, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024/56/MCI du 10 décembre 2024 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1998 portant changement d'exploitant et autorisation d'extension d'un atelier de stockage et de récupération de déchets de métaux par la société SOFOVAR, sise, 85 avenue Louis Lépine, 83600 FREJUS ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires des 18 septembre 2003, 20 septembre 2006, 23 janvier 2012 et 28 novembre 2013 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale précédemment cité ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 26 juin 2018 faisant suite à la visite d'inspection du 20 juin 2018 ;

Vu la visite d'inspection réalisée le 18 mars 2025 ;

Vu la communication à l'exploitant le 4 avril 2025, du rapport de visite d'inspection et du projet d'arrêté portant mise en demeure valant procédure contradictoire au sens des articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement, de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, consécutifs au contrôle des installations susdites, le 18 mars 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par courriel du 16 avril 2025 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 18 mars 2025, l'inspecteur a constaté les faits suivants : l'installation n'est pas ceinte d'une clôture évitant de permettre toute entrée non autorisée ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2012, susvisé ;

Considérant que la société SOFOVAR réalise sur ce site des activités de transit, regroupement de tri de fers et métaux, de collecte de déchets, de traitement de déchets et de préparation, regroupement et dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS SOFOVAR de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La SAS SOFOVAR, SIRET 348 040 726 00013, exploitante des installations de transit, regroupement et tri de fers et métaux, de collecte de déchets, de traitement de déchets et de préparation, regroupement et dépollution de VHU, sises, 85 avenue Louis Lépine, 83600 FREJUS, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, en mettant en place une clôture sur l'ensemble du périmètre ICPE du site **sous un délai de 9 mois**, à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 : Sanctions**

En cas de non-respect des dispositions de l'article 1, dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L171-8 du

code de l'environnement.

### **Article 3 - Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 4 – Notification & publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la SAS SOFOVAR.

En application de l'article R171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de 2 mois.

### **Article 5 – Voies et délais de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 6 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, à la sous-préfète de Draguignan, au maire de Fréjus, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var et au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

02 MAI 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général adjoint,  
Sous-préfet chargé de mission

Jean-Baptiste MORINAUD